

Italie : Crise du « berlusconisme » avec une gauche hors jeu

vendredi 8 octobre 2010, par [CANNAVO Salvatore](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2010).

Si la crise politique italienne est, de manière évidente, entrelacée avec la crise économique internationale, qui dure depuis déjà deux ans, ce fait est totalement absent du débat politique, qui se concentre sur l'aspect imprévu de la crise du berlusconisme et de son alliance de centre-droite. Imprévue, elle l'est bien sûr pour tous ceux qui ont fait de Berlusconi le spectre apte à cacher la réalité des rapports entre les classes et du glissement à droite de notre pays. Ainsi l'un des plus fidèles alliés de Berlusconi, le président de la Chambre des députés, Gianfranco Fini, se détourne de lui et de son parti pour fonder une nouvelle organisation, Futuro e Libertà (L'Avenir et la liberté). Pour la droite italienne il s'agit d'un choc, car l'inaffabilité du chef est ainsi mise en cause et qu'une crise grave — même si ce n'est pas, encore, une crise gouvernementale — annonce la fin d'un cycle, celui ouvert par Berlusconi lui-même lors de son entrée sur la scène politique en 1994.

Les analyses de ce choc et de cette crise par la grande presse italienne mettent surtout en avant les « caractères » des deux personnages et leur conflit personnel, en occultant les aspects structurels. Pourtant la crise économique, tellement omniprésente et si structurelle, ne manque pas d'avoir de lourdes retombées sur les équilibres politiques, les transformant en une crise politique et même parfois en une crise institutionnelle. Il suffit de regarder les difficultés du président Obama qui, après un triomphe électoral il y a deux ans, risque de perdre la majorité au Congrès. Ou encore le cas français connaissant une évolution similaire : élu triomphalement en 2007, Nicolas Sarkozy est aujourd'hui à son plus bas niveau de popularité... Oui, la crise économique engendre les crises politiques.

Le gouvernement Berlusconi avait remporté les élections de 2008 en premier lieu du fait de la faillite du centre-gauche. En termes absolus son score en 2008 ne pouvait être comparé à son résultat de 2001, le plus haut point atteint par le berlusconisme. Mais, grâce à l'escroquerie [1] que représente la loi électorale, Berlusconi a pu jouir d'une large majorité parlementaire qu'il a utilisé efficacement pour attaquer le mouvement ouvrier aux racines, en minant ses conquêtes fondamentales (le Code du travail), en réduisant le salaire réel (réforme des contrats de l'emploi public), en redistribuant les ressources au profit des secteurs de référence du centre-droite (petites et moyennes entreprises, professions libérales, fraudeurs du fisc, grands patrimoines, banques et finance) et en lançant, avec le fédéralisme fiscal, une politique de subversion du pacte social qui a dominé le pays depuis la fin de la guerre. La crise a mis ce projet en question en accentuant les différences des projets, les intérêts divergents et les conflits politiques. La distanciation de Fini avec Berlusconi ne concerne pas les questions de justice [2] mais l'économie. Fini a défendu la fonction publique (en particulier les Forces de sécurité et l'enseignement), le Sud de l'Italie et une politique industrielle fondée sur le compromis entre « le capital et le travail » en critiquant la manœuvre du ministre de l'économie, Giulio Tremonti. L'analyse de la crise et les orientations pour en sortir constituent bien l'arrière-plan de la bataille.

Dans cette bataille le centre-droite montre toutes ses limites et dévoile sa crise. Si, au cours de ses quinze années de vie politique, Berlusconi a réussi à composer une sorte de « bloc social » — les petites et moyennes entreprises du Nord, l'économie illégale du Sud, les commerçants, les professions libérales, les fraudeurs du fisc, mais aussi le lumpenprolétariat assisté, les jeunes

précaires et l'électorat âgé —, il ne l'a pas fait autour d'une vision économique et sociale commune, mais en juxtaposant les intérêts divergents et les divers secteurs dans un périmètre ne tenant que par la rhétorique et la propagande, c'est-à-dire par la force idéologique du personnage médiatique. Atteint et érodé par la crise, le berlusconisme — cette colle qui fait tenir le bloc social — met à nu la propagande et la rhétorique. Aujourd'hui, Fini se porte candidat pour représenter une partie de ces secteurs autour d'un projet politique allant au-delà de Berlusconi et visant à redéfinir un nouveau centre-droite. L'hypothèse du Troisième pôle, plus qu'un projet stratégique, est un passage pour reconstruire une force conservatrice, alternative libérale au centre-gauche, qui soit adaptée aux besoins des classes dominantes.

La crise pèse évidemment même sur les classes dominantes, sur le pouvoir fort, sur la Confindustria (le Medef italien) et sur les banques, sur le capital financier. Aujourd'hui elles ne savent plus s'il faut miser encore sur le gouvernement Berlusconi, qui offre sa détermination pour broyer le monde du travail — comme le montre le conflit chez Fiat — ou bien engager la construction d'un équilibre différent. Si Emma Marcegaglia, la présidente actuelle de Confindustria, continue à jouer les équilibres actuels, l'ancien président de la Confindustria, Luca Cordero di Montezemolo, cherche une solution nouvelle. La différence entre les deux derniers présidents du patronat est finalement emblématique de cette incertitude. Le problème, c'est que malgré sa crise et son usure — et la crise met en lumière que le berlusconisme n'a en réalité rien à offrir — Berlusconi jouit toujours d'un fort consensus social et que son alliance avec la Ligue du Nord lui préserve la possibilité d'une victoire. Tout cela rend la situation très incertaine. En tout cas, malgré cette incertitude, l'offensive contre les travailleuses et les travailleurs est poursuivie sans hésitation. Fiat a ainsi profité de la phase de la crise et des craintes du monde du travail pour mettre fin aux conventions collectives nationales et à la nécessité de négocier les conditions de l'emploi avec les syndicats. Le gouvernement appuie cette stratégie et envisage la réforme du Statut des travailleurs [3] alors que l'attaque contre la fonction publique — en particulier l'école publique — se poursuit. Tout ceci éclaire la situation politique : la crise du gouvernement, dont on ne peut que se réjouir, n'est pas accompagnée d'une crise des couches dominantes qui, au contraire, tendent à se renforcer.

Évidemment dans cette situation l'opposition parlementaire — mais aussi extra-parlementaire — apparaît totalement inadéquate. La confusion et l'incertitude du Parti démocrate ne sont pas seulement l'expression de ses divisions internes irréversibles, mais le fruit de son intégration complète dans le cadre de la crise. Il ne faut pas oublier qu'à l'occasion du vote au Parlement du plan européen de « sauvetage » de la Grèce — le plan de la plus dure attaque jamais subie par les travailleurs dans ce pays — le Parti démocrate fut celui qui s'est le plus engagé en sa faveur. Une diligence européiste, rigoriste et pro-patronale qui est maintenant inscrite dans son ADN et qui permet de comprendre pourquoi, malgré les difficultés de Berlusconi, ce parti ne récupère pas une voix et qu'il n'a aucun rôle propulsif dans le pays.

A l'incapacité de l'opposition « démocratique » s'ajoute la complicité avec l'offensive patronale d'une large part du mouvement syndical. Fiat tente de faire sauter les accords collectifs nationaux, pour désarticuler le monde du travail, laisser les mains libres aux entrepreneurs par un recul du droit du travail au niveau d'avant 1968-1969. Il le fait, parce que sa dimension internationale, depuis l'alliance avec Chrysler, lui impose d'agir sur le coût du travail à défaut d'autre chose. Dans cette offensive il a pris la tête du patronat italien. Le gouvernement soutient activement cette stratégie, mais les deux syndicats minoritaires, la CISL et l'UIL — qui, ensemble, ont environ six millions de membres — l'appuient activement. La CGIL, qui à elle seule a plus de cinq millions de membres, s'y oppose jusqu'à présent, mais avec beaucoup d'hésitation, et sa résistance repose surtout sur celle du syndicat des métallurgistes, la FIOM, au sein duquel la gauche syndicale est majoritaire. Et c'est encore la FIOM qui a pris l'initiative de la plus importante mobilisation de cet automne, la manifestation nationale du 16 octobre prochain, à laquelle toute la gauche radicale italienne s'est associée.

La question centrale de la phase actuelle c'est la construction de la résistance à la crise par l'unité des luttes et un processus de recomposition sociale : l'unification des luttes contre la crise, telle est notre tâche actuelle. Au cours des mois à venir nous devons travailler en vue de renforcer et de coordonner les luttes, prendre appui sur les expériences des mobilisations construites d'en bas (« autoconvocate »), construire les comités unitaires contre la crise, faciliter les relations unitaires entre les diverses gauches syndicales et entre les autres acteurs sociaux, tels les étudiants et les précaires. La manifestation du 16 octobre sera une étape dans cette direction.

Malheureusement ces potentiels n'ont pas de débouchés immédiats sur le plan strictement politique. Une fois encore la centre-gauche démontre ici son caractère inadéquat et « résiduel » dans le champ politique. La Parti démocrate propose une fois encore un « nouvel Olivier [4] », comme force motrice d'une coalition qui engloberait non seulement l'Union démocrate-chrétienne de Casini, mais même le nouveau parti de Fini. Une perspective complètement défensive et politicienne, dont le contenu social est dans la continuité de l'expérience désastreuse du gouvernement de centre-gauche. Les forces majoritaires de la gauche radicale ont cependant déjà choisi l'alliance avec le Parti démocrate. Il s'agit, d'une part, de la Sinistra e Libertà (Gauche et Liberté), dont le dirigeant, Nichi Vendola, devenu un leader populaire, espère remporter l'investiture pour la présidence du Conseil, et de l'autre, de ce qui reste du Parti de refondation communiste [5] et qui ne vise qu'une alliance électorale avec l'espoir de revenir ainsi au Parlement. Du fait du système électoral italien, cela lui impose d'appuyer le projet gouvernemental du Parti démocrate, c'est-à-dire de faire disparaître son orientation politique propre. Tout cela ne pourrait que produire une sorte d'Alliance démocratique dont les contours restent encore obscurs.

A notre avis, la perspective qui reste d'actualité, mais qui est fragile, c'est au contraire celle d'une gauche de classe en mesure de représenter une autre option que celle du Parti démocrate et du centre-gauche. Une Gauche anticapitaliste définie par quelques coordonnées simples : son extériorité par rapport à la coalition « démocratique » sous l'hégémonie du Parti démocrate ; un programme radical de sortie de la crise ; une perspective orientée vers l'avenir, tournant résolument le dos au conservatisme (fut-il « de gauche ») et à toute nostalgie (qui caractérise encore une large partie de la gauche de classe italienne), mais au contraire, capable d'offrir une solution politique innovatrice ; sa capacité d'attraction des mouvements sociaux, des comités de lutte, en particulier des nouvelles générations plus ouvertes à la résistance sociale et à une hypothèse alternative. En cas d'élections anticipées mais aussi en prévision des élections locales du printemps prochain, nous avons l'intention de travailler en vue de la formation d'une liste anticapitaliste avec ces caractéristiques. Nous ne sommes pas intéressés à planter le drapeau de la Sinistra critica (Gauche critique) ni d'annoncer urbi et orbi notre présence électorale autonome. Nous voulons construire un « processus » capable de conduire à une proposition attractive, innovante, utile pour les luttes et animée par elles et par les jeunes générations. C'est avec cette proposition que nous nous tournons vers les forces politiques et surtout sociales disponibles, pour réaffirmer une fois encore que nos vies valent mieux que leurs profits.

Salvatore Cannavò

P.-S.

* Traduit de l'italien par JM.

* Salvatore Cannavò, membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, fait partie de la direction de l'organisation italienne Sinistra critica (Gauche critique), qui lors de sa conférence nationale en novembre 2009 a décidé d'établir des relations de « solidarité politique » avec la IV^e Internationale,

y apportant sa contribution et son expérience historique propre.

Notes

[1] Le système électoral italien prévoit une prime de majorité pour le parti ou la coalition de partis qui arrivent en tête. Ainsi, avec 45 % des suffrages exprimés l'alliance entre Berlusconi et la Ligue du Nord a obtenu 55 % des sièges de député.

[2] De nombreux procès encore en cours, où Berlusconi est en accusation, ont été bloqués par les lois « ad personam », approuvées par le Parlement ou seulement par le gouvernement. Fini a décidé de les contester.

[3] Cette appellation renvoie à la loi n° 300 du 20 mai 1970 sur les « Dispositions de la protection de la liberté et de la dignité des travailleurs, de la liberté syndicale et de l'activité syndicale sur le lieu du travail et syndicat et des règlements de l'emploi » ??? qui est une des principales normes de la législation du travail en Italie.

[4] L'Olivier a été le nom de l'alliance électorale de centre-gauche autour de Romano Prodi, active de 1995 à 2007.

[5] Le Parti de refondation communiste (PRC) a connu une nouvelle scission en 2009 : le courant autour de Bertinotti l'a quitté en fondant Sinistra e Libertà (Gauche et Liberté), qui s'est fait connaître grâce à la popularité de Nichi Vendola, président de la région des Pouilles. Une partie des Verts et une scission de gauche du Parti démocrate ont rejoint cette organisation, créditée par les sondages de 5 %. Le PRC restant a pour sa part créé, avec le Parti des communistes italiens (issu d'une précédente scission de droite du PRC), la Fédération de la gauche (Federazione della sinistra), qui dans les sondages n'atteint pas 2 %. La Federazione della sinistra est alliée au Parti démocrate dans presque toutes les régions gouvernées par ce dernier. Dans la gauche radicale, outre la Sinistra critica (Gauche critique), qui a obtenu 0,5 % lors des législatives de 2008, on compte encore la Parti communiste des travailleurs, dirigé par Marco Ferrando, qui a récolté 0,6 % en 2008 et qui a déjà annoncé son intention de présenter sa propre liste aux élections prochaines.